

drame interne se jouant entre la Maison-Blanche et le Congrès, tandis qu'à l'occasion, elle incite les Européens à accroître leur propre effort de défense, tout au moins symboliquement.

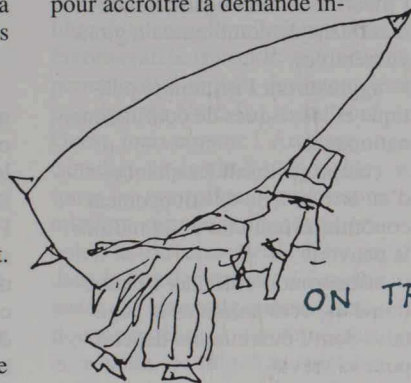
Maintenant, au Congrès, Patricia Schroeder, dépassant la simple rhétorique, a formulé une proposition. « Nous assurons à nos frais la sécurité de nos principaux partenaires commerciaux. » a-t-elle déclaré, « tandis qu'ils font la pluie et le beau temps sur les marchés internationaux. » Elle voudrait donc que les États-Unis usent de représailles commerciales contre les alliés qui ne consacrent pas assez de crédits à la défense. La proposition sera sans doute rejetée : les budgets militaires américains sont à la baisse, ce qui ne place pas Washington dans une position de force pour faire la morale aux alliés, bien qu'en politique, tout comme au football, la meilleure défense consiste souvent à attaquer solidement. Quoi qu'il en soit, la tentation d'établir ainsi des liens sera sous-jacente dans tout débat politique sur le partage du fardeau au sein de l'Alliance.

LA POSSIBILITÉ QUE DE TELS LIENS s'établissent nous amène aux questions commerciales pressantes qui se poseront au nouveau président. Le déficit commercial, qui est maintenant plus élevé que le PNB de tous les pays du monde sauf douze, atteint environ 150 milliards de dollars par année. Malgré un tel déficit, c'est à peine si la cause du protectionnisme a gagné du terrain aux États-Unis.

Le sort qu'a connu le candidat à la présidence Richard Gephardt, lui qui avait choisi de porter la bannière du protectionnisme, est instructif : les Américains craignent effectivement de perdre des emplois au profit d'autres pays, mais ils tiennent par ailleurs à leur Toyota et à leurs appareils Sony. Et c'est ainsi que le gouvernement américain a négocié l'accord sur le libre-échange avec le Canada, tout en adoptant une attitude protectionniste à d'autres égards.

Dans toute cette conjonction, le nouveau président fera face à un obstacle européen (lire ici « ouest-allemand ») bien particulier. Pour que les États-Unis rétablissent l'équilibre de leur balance commerciale, d'autres pays devront réduire leurs excédents, voire accumuler des déficits. À l'heure actuelle, les deux pays accusant de loin les plus forts excédents commerciaux sont

le Japon (de 80 à 100 milliards de dollars) et la République fédérale d'Allemagne (de 40 à 50 milliards de dollars). Le nouveau président continuera donc, à l'instar du gouvernement Reagan, à exercer des pressions sur l'Allemagne pour l'amener à accroître sa consommation intérieure et à exporter moins. Mais en RFA, la reflation a de nombreux partisans : on estime que le taux de croissance y est inférieur à 2 p. 100 par année, tandis que le taux de chômage est supérieur à dix, ce qui ne s'est jamais vu depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Le Japon a pris des mesures pour accroître la demande in-



terieur, mais la RFA ne s'est pas donné autant de mal.

Les systèmes financiers internationaux glorifient les excédents et foulent au pied les déficits. En Allemagne, on vénère les excédents à peine moins que le soccer, et la simple mention du mot « inflation » horrifie ; l'histoire donne donc à penser que le nouveau président américain n'obtiendra pas tout ce qu'il voudra de la RFA.

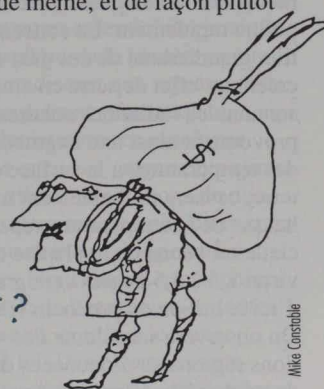
LE TRAITÉ AMÉRICANO-SOVIÉTIQUE interdisant les FNI à longue et à courte portée engendra d'autres écueils sur la route du nouveau président. Il sous-tend des questions qui intéressent énormément la RFA.

Il était difficile de résister à l'idée d'un traité sur les forces nucléaires à portée intermédiaire (FNI) axé sur l'option « double zéro » : l'opinion publique était d'accord et, après tout, l'option zéro (interdiction des FNI à longue portée) avait été une proposition américaine que les alliés avaient épousée par la suite. On avait estimé que l'« option zéro » préconisée par M. Reagan en 1981 constituait un trait de génie politique, notamment parce que personne ne s'attendait à ce que les Soviétiques l'acceptassent jamais.

Pourtant, en dépit de tous ses attraits politiques, la logique stratégique de l'option « double zéro » était troublante. Pour réaliser la limitation des armes nucléaires,

l'OTAN s'y est prise à l'envers, du point de vue stratégique : elle a conservé les systèmes à courte portée, que les stratégies désespéraient depuis longtemps de pouvoir justifier et qui exploseraient en territoire allemand, et elle a enlevé ses armements les plus modernes, les plus survivables et les plus souples.

Ces préoccupations d'ordre stratégique auraient été mises en sourdine, n'eût été du sommet de Reykjavik. Il était à peine surprenant que Mikhaïl Gorbatchev envisagea de renoncer à toutes les armes nucléaires stratégiques (offensives), mais que Ronald Reagan fasse de même, et de façon plutôt



désinvolte en apparence, voilà qui était incompréhensible aux yeux de la plupart des observateurs européens et à ceux d'un bon nombre d'Américains. Le sommet avait été préparé et conduit avec une certaine naïveté, et l'idée proposée menaçait de mettre un terme à une période de quarante ans où l'OTAN s'était fiée à la dissuasion nucléaire.

La position actuelle de la Maison-Blanche (avec l'option « double zéro » qui signale la fin des concessions américaines relativement à la limitation des armements nucléaires en Europe) suffit pour l'instant, mais elle ne tiendra pas longtemps. Même les conservateurs allemands ont du mal à résister à l'appel des Soviétiques désireux de réduire les armes nucléaires de théâtre, surtout que l'opinion publique nationale réclame des négociations en ce sens.

AVANT QUE LE NOUVEAU PRÉSIDENT n'entre dans le dédale des négociations sur les FNI, il devra cependant répondre à une autre question dans le domaine nucléaire, à savoir s'il faut moderniser les missiles *Lance* à courte portée actuellement déployés en Europe, et comment. Ces engins qui ont une portée d'environ 100 kilomètres et dont la plupart se trouvent en territoire ouest-allemand vieillissent et doivent être remplacés. Au nom de la souplesse,

il faudrait y substituer des systèmes dotés d'une portée un peu plus grande ; et le traité sur les armes FNI (qui interdit les missiles dont la portée dépasse 500 kilomètres) renforce cet argument. En revanche, en vertu de ce même traité, toute modernisation des engins *Lance* provoquera des hauts cris à Moscou qui, comme certaines sources en RFA, accusera alors Washington de « contourner » les dispositions du traité.

Les *Lance* poseront un problème spécial à M. Dukakis : après avoir tant parlé de la nécessité de réduire les arsenaux nucléaires, voudra-t-il, à l'aube de sa présidence, presser les Allemands hésitants d'accepter chez eux un nouveau système nucléaire ? Il est fort probable que MM. Bush et Dukakis verront un exemple à éviter dans l'histoire des FNI (histoire qui est axée sur la double décision de l'OTAN et où le déploiement des engins est à la merci des fluctuations inhérentes aux négociations sur la limitation des armements). Mieux vaudrait tout simplement aller de l'avant et moderniser les systèmes, tout en essayant de calmer l'opinion publique en faisant des gestes unilatéraux, par exemple en retirant certaines des quelque 4 000 ogives nucléaires que l'OTAN possède encore en Europe.

Jusqu'ici, cependant, une telle perspective n'a pas semblé plaire beaucoup aux Allemands. À Bonn, le gouvernement soutient qu'il ne faut pas presser les choses, et il donne à entendre qu'il conviendrait peut-être d'amorcer tout d'abord les négociations sur les systèmes à courte portée. Mais la vétusté même des *Lance* infirme la position de quiconque préconiserait de reporter la décision à plus tard.

Pour les experts de l'histoire de l'Alliance, tout cela rappellera sans doute le fameux dicton « plus ça change, plus c'est pareil ». Quoi de plus familier qu'une série d'accrochages germano-américains ? Et qui sait ? Peut-être que les choses suivront leur train habituel pour une alliance dont la disparition, pour paraphraser Mark Twain, est prédite régulièrement (et prématurément) depuis quarante ans. C'est en tout cas ce qu'un parieur parierait. Je ne peux pourtant pas étouffer en moi le sentiment que, si l'on se fie aux tendances qui s'amorcent, notamment sur la scène politique ouest-allemande, les historiens décriront cette période non pas comme étant le début de la fin de l'Alliance, mais plutôt comme l'amorce d'une nouvelle orientation. □